

Brochure n° 3179

**Convention collective nationale**

IDCC : 1534. – **ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE  
ET DES COMMERCE EN GROS DES VIANDES**

---

AVENANT N° 68 DU 12 DÉCEMBRE 2007  
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 52  
DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : *ASET0850497M*

IDCC : *1534*

---

Entre :

La FNICGV ;  
Le SNCP ;  
La CNTF ;  
Le SYNFAVIA ;  
La FNEAP ;  
Le SNIV,

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;  
La FGA-CFDT ;  
La FGTA-FO ;  
La FNAF-CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Mise à jour de l'article 52  
« Congés pour événements personnels »*

Afin de tenir compte des évolutions législatives et réglementaires, les partenaires sociaux décident d'annuler et de remplacer la rédaction de l'article 52 par la nouvelle rédaction suivante.

« Tout salarié bénéficie, sur justification et à l'occasion de certains événements personnels, d'une autorisation exceptionnelle d'absence, dont la durée est fonction de son ancienneté.

Ces congés exceptionnels sont accordés dans les conditions suivantes :

Dès l'embauchage :

- mariage du salarié : 4 jours ;
- naissance d'un enfant ou arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption 3 jours ;
- mariage d'un enfant : 1 jour ;
- décès du conjoint ou de la personne avec qui le salarié était lié par un Pacs ou d'un enfant : 3 jours ;
- décès du père ou de la mère : 1 jour ;
- décès d'un frère, d'une sœur, du beau-père ou de la belle-mère : 1 jour.

Après 1 an d'ancienneté :

- mariage du salarié : 1 semaine civile ;
- mariage d'un enfant : 3 jours ;
- décès du père, de la mère, du beau-père ou de la belle-mère : 2 jours ;
- décès d'un beau-frère, d'une belle-sœur ou d'un grand-parent (1) : 1 jour ;
- absence pour convenance personnelle (après autorisation de l'employeur) : 1 jour ou 2 demi-journées par année civile ne pouvant pas être accolés au congé annuel payé.

Ces jours d'absence exceptionnelle n'entraînent pas de réduction de la rémunération à condition d'être pris au moment des événements en cause. Ils sont assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination de la durée du congé annuel.

## **Article 2**

### *Clause de non-dérogation*

Le présent avenant s'impose aux entreprises, établissements et groupes, qui ne peuvent y déroger que de manière plus favorable aux salariés.

## **Article 3**

### *Dispositions finales*

Le présent accord entrera en vigueur le jour suivant la date de son dépôt auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité en application des articles L. 133-1 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 12 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)

---

(1) Il s'agit des grands-parents du salarié.